

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL

PARAISANT LES MERCREDI ET SAMEDI

Le JOURNAL DU LOT est désigné pour la publication des Annonces Administratives du Département.

PRIX DES INSERTIONS

ANNONCES,

25 centimes la ligne

RÉCLAMES,

50 centimes la ligne

Les Annonces et Avis sont reçus à Cahors, au bureau du Journal, rue de la Mairie, 6, et se paient d'avance.

— Les Lettres ou paquets non affranchis sont rigoureusement refusés.

Cahors, imp. de A. LAYTOU rue de la Mairie, 6.

ON S'ABONNE :
 Cahors, bureau du Journal,
 chez A. LAYTOU, imprimeur,
 ou en lui adressant franco un mandat
 sur a poste.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
 LOT, AVEYRON, CANTAL,
 CORREZE, DORDOGNE, LOT-ET-GARONNE
 TARN-ET-GARONNE :
 Un an..... 46 fr.
 Six mois..... 9 fr.
 Trois mois..... 5 fr.

AUTRES DÉPARTEMENTS :
 Un an, 20 fr.; Six mois, 14 fr.
 L'abonnement part du 1^{er} ou du 16

CALENDRIER DU LOT.

DAT.	JOURS.	FÊTE.	FOIRES.	LUNAISONS.
22	Dim.	Quadragesime.		☉ P. L. le 3, à 10 h. 34' du soir.
23	Lundi.	s. Pierre.	Fons, St-Céré, St-Germain.	☾ D. Q. le 11, à 10 h. 56' du mat.
24	Mardi.	s. Mathias.		☉ N. L. le 18, à 3 h. 16' du mat.
25	Mercredi.	4 Temps.		☾ P. Q. le 25 à 0 h. 43' du soir.

L'abonné pour un an au Journal du Lot a droit à une insertion de 30 lignes d'annonces ou 15 de réclames. Pour six mois, de 12 lignes d'annonces ou 7 de réclames. Cette faveur n'est accordée que pour le département.

M. HAVAS, rue Jean-Jacques-Rousseau, 3, et MM. LAFITE-BULLIER et Co, place de la Bourse, 8, sont seuls chargés, à Paris, de recevoir les annonces pour le Journal du Lot.

L'ABONNEMENT SE PAIE D'AVANCE

SERVICE DES POSTES.

DEPART. LÈVÉE DE BOÎTE.	DÉSIGNATION DES COURS.	DISTRIBUTION.
7 h. 30' du matin.	Paris, Bordeaux, Toulouse, le midi.	6 h. 30 m. du s.
7 heures du soir.	Brives (Gourdon), Montauban, Caussade, Toulouse, Castelnau-Montrastier.	7 h. du m.
10 heures du soir.	Figeac (Lalbenque, l'Aveyron), Fumel, Castelfranc, Puy-l'Évêque, Cazals, St-Géry.	7 h. du m.
		6 h. 30 m. du s.

L'acceptation du 1^{er} numéro qui suit un abonnement finit est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner.

Cahors, 18 Février 1863

L'Adresse du Corps Législatif, adoptée par 245 voix contre 5, a été présentée, samedi dernier, à l'Empereur par une députation de la Chambre.

La réponse de l'Empereur a été chaleureusement accueillie par la députation et elle sera saluée avec le même enthousiasme par la France entière qui comprend qu'il a fallu tout le génie politique du Chef de l'État, la sagesse de son gouvernement et le patriotisme du Corps Législatif pour se maintenir et se consolider dans cette précieuse entente, si nouvelle dans notre pays, et aujourd'hui-même si exceptionnelle en Europe.

A. LAYTOU.

On lit dans la partie officielle du *Moniteur* :

La députation du Corps-Législatif chargé de présenter à l'Empereur l'Adresse votée par le Corps-Législatif en réponse au discours prononcé par Sa Majesté à l'ouverture de la session, a eu l'honneur d'être reçue aujourd'hui par l'Empereur, dans la salle du Trône à 2 heures de l'après-midi.

Le président et les membres du bureau du Corps-Législatif étaient à la tête de cette députation.

L'Empereur avait à sa droite et à sa gauche, auprès du Trône, S. A. I. Mgr le prince Napoléon, S. A. Mgr le prince Lucien Murat et S. A. Mgr le prince Joachim Murat ; les grands officiers de la Couronne, les officiers de la Maison de l'Empereur et les officiers de service de la Maison de S. A. I. Mgr le prince Napoléon ; les ministres et les membres du conseil privé, les maréchaux et les amiraux présents à Paris.

Le Président du Corps-Législatif a donné lecture de l'Adresse ainsi conçue :

« SIRE,

» Votre Majesté a jugé le concours de la Chambre actuelle assez utile à l'ordre et à la bonne direction des affaires du pays pour la conserver jusqu'à la fin de la législature ; ce témoignage de confiance nous honore. Le calme qui permet à la constitution de fonctionner avec cette régularité est la plus grande preuve

de la sagesse des pouvoirs publics et le signe le plus éclatant de leur force.

» Dans le coup-d'œil rétrospectif jeté sur ces cinq dernières années, vous rappelez, en nous y associant, tous les grands traits de votre politique. Caractérisée au dehors par une loyauté constante, au dedans elle s'est proposée pour but d'effacer par l'amnistie la trace de nos luttes civiles, de créer la prospérité par les grands travaux publics, de fortifier les institutions par la liberté, et d'assurer l'économie dans les finances par l'abandon spontané de l'une de vos prérogatives. Vous nous accordez ainsi un reflet de votre popularité et une part dans les sentiments que le pays vous a voués.

» Votre Majesté avait concerté l'expédition du Mexique avec deux grandes puissances dont la coopération aurait eu sans nul doute pour effet de diminuer les efforts de la France. Resté seul à poursuivre une satisfaction nécessaire, vous avez eu raison de penser, Sire, que le Corps-Législatif n'hésiterait pas à vous secourir. Nous espérons la fin heureuse et prochaine de cette guerre, dans laquelle notre armée et notre marine donnent de nouvelles preuves de leur constance et de leur courage, et nous souhaitons qu'il en puisse sortir librement un gouvernement stable, respectant les lois et les traités et demeurant l'allié de la France.

» Nous sommes profondément affligés de la prolongation de la lutte aux États-Unis et du caractère qu'elle a pris. Nos sentiments d'humanité en sont plus affectés que ceux de nos intérêts. Nous regrettons que votre voix bienveillante et désintéressée n'ait pas été écoutée par les grandes puissances, et nous faisons des vœux pour que les Américains reculent bientôt d'eux-mêmes devant les maux qu'ils causent. Nous ne saurions désirer l'épuisement d'un pays qui avait su jusqu'ici user de la liberté au profit du travail et de la civilisation.

» Le Corps-Législatif vous approuve de tenir d'une main ferme la balance égale entre les grands intérêts qui s'agitent en Italie. Vous avez soutenu les Italiens sans pactiser avec la révolution ; vous n'avez pas cessé de protéger l'indépendance du Saint-Père, en continuant à lui adresser de respectueux conseils. Persévérez, Sire, dans la même politique qui a déjà produit un heureux apaisement dans les esprits et qui répond aux sentiments de la France catholique et libérale.

» L'amélioration de nos voies de communication est toujours l'objet des besoins et des vœux ardents du pays. Nous espérons que des

excédants de recettes et des économies opérées sur les divers services permettront d'augmenter la dotation des travaux publics.

» Nous nous proposons de solliciter de Votre Majesté la réforme de certains excès de réglementation qui paralysent trop souvent l'initiative individuelle ou qui font obstacle à l'esprit d'association. Les admirables paroles que vous avez récemment prononcées à ce sujet ne nous laissent plus rien à dire. La destruction de ces entraves ne doit pas conduire à un système qui exclut le patronage de l'État ; nous le réclamons même en faveur des populations des campagnes, si modestes et si dévouées. Elles font, en vue de perfectionner les cultures, de développer la viabilité, de créer ou de réparer les édifices communaux, des efforts énergiques qui méritent d'être encouragés.

» Sire, nous allons reprendre nos travaux avec le même zèle pour le bien public. Encore quelques mois et la France sera appelée à élire une nouvelle Chambre. Nos personnalités s'effacent et disparaissent dans ce grand acte national ; ce que nous souhaitons, c'est que le pays réponde à la confiance que vous mettez en lui. Nous avons le ferme espoir qu'il en sera ainsi. Les populations, de plus en plus sensibles aux bienfaits et à la gloire de votre règne, voudront en assurer la continuation à elles et à leurs enfants. Elles porteront leurs préférences sur des hommes en qui s'est fortifiée, comme dans le cœur de la France, la pensée qui vous a élevé au Trône ; et nos successeurs n'auront plus qu'à achever, au milieu de générations nouvelles, étrangères aux dissensions des partis, l'œuvre que nous avons commencée et dont l'unique but a toujours été l'alliance de votre Dynastie et de la liberté.

L'Empereur y a répondu :

« Monsieur le Président,

» L'Adresse que vous me présentez est une nouvelle preuve de l'accord qui existe entre le Corps-Législatif et mon gouvernement. Je la reçois donc avec la plus vive satisfaction. Cet accord est plus indispensable que jamais, à une époque où, sur tous les points du globe, la vérité est obscurcie par tant de passions contraires.

» La France doit être forte et calme à l'intérieur, pour être toujours en mesure d'exercer sa légitime influence en faveur de la justice et du progrès, dont le triomphe est trop souvent

avec un soin anxieux de se trouver seul avec Georgina.

Cependant, lorsqu'il se croyait inobservé, il ne la quittait pas des yeux ; le soir il ne cessait de la considérer, pendant qu'elle cousait et que son mari faisait la lecture à haute voix.

Lindorm, qui remarquait ces regards sombres et passionnés, s'adressait d'amers reproches d'avoir eu l'idée malencontreuse de fournir ainsi un aliment à ses propres billes-ées. Il avait obtenu, il est vrai, la certitude complète que ses craintes étaient chimériques, car impossible de les conserver en présence de la conduite de Georgina ; mais il se sentait plus péniblement affecté de jour en jour des tortures de Kornelli, dont les rudes combats intérieurs se retraçaient en traits lisibles sur son front couvert de nuages. Gustave ne pouvait pas hasarder la moindre allusion au départ du capitaine, car celui-ci ne faisait rien qui l'y autorisât.

Kornelli paraissait parfaitement maître de sa passion ; mais elle se trahissait dans l'altération de son visage et dans ses regards brûlants. Il n'adressait jamais la parole à Georgina, mais il était tout oreilles quand elle parlait ; à la promenade, au lieu de lui offrir le bras comme auparavant, il marchait silencieux à côté d'elle, les bras croisés sur sa poitrine, ou les mains derrière le dos. La même réserve avait

compromis par l'exagération des partis extrêmes.

» Une confiance réciproque a toujours maintenu les bonnes relations entre nous ; elle est due, sans doute, au sentiment patriotique qui nous anime tous ; mais je me plais à le reconnaître, la position du Président qui fait à la fois partie du gouvernement et du Corps-Législatif, contribue aussi à cet heureux résultat. Continuez donc, Monsieur le Président, à remplir, comme par le passé, la noble mission d'adoucir et de rendre plus intimes nos rapports officiels. Ne cessez pas de me faire connaître les desirs et les observations de la Chambre et soyez auprès d'elle l'interprète de ma gratitude et de ma sympathie.

Les paroles de Sa Majesté ont été saluées des cris de : *Vive l'Empereur !*

BULLETIN

M. Menghetti vient de présenter au Parlement italien l'exposé financier.

Au 31 décembre 1862, le déficit était de 374 millions. Au moyen d'un nouvel emprunt de 700 millions à émettre en tout ou en partie, selon que le ministère le jugera nécessaire, et d'une série de mesures toutes faciles à réaliser, M. Menghetti espère remettre le budget en équilibre en moins de quatre années.

On s'attend, tous les jours, à voir dans la feuille officielle de Madrid la dissolution des Cortès espagnoles. C'est aujourd'hui une affaire résolue.

Rien de nouveau à Berlin que l'obstination réciproque du Roi et de la Chambre des députés. Celle-ci ne cédera certainement pas, et le gouvernement, à supposer qu'il ne risque pas une dissolution, sera forcé de lever les impôts par ordonnance. Alors seulement on verra le caractère réel du conflit. Attendons.

La Chambre se propose d'interpeller le ministère au sujet du régime ambigu qui paraît régner dans le grand-duché de Posen. On ne sait plus au juste si c'est l'autorité civile ou l'autorité mi-

lieu quand il entra par hasard dans une pièce où elle était seule ; ou il s'empêchait de se retirer, ou bien il s'asseyait et demeurait muet comme une statue.

Le temps s'écoulait ainsi.

Depuis longtemps déjà, Hermer et sa femme s'étaient aperçus de la situation des choses, et ils déploieraient dans leur cœur que l'extrême délicatesse de l'affaire ne permit pas d'en toucher un mot. Hermer se mit cependant à chercher une occasion favorable d'en parler à Kornelli ; mais, comme le capitaine l'évitait à dessein, il conçut un autre plan, dont sa femme donna communication à Georgina, et celle-ci à son mari. Lindorm l'accueillit avec joie, comme le dernier expédient pour faire cesser, d'une manière convenable, une position critique.

D'après ce plan, le petit Georges, qui était maintenant en âge d'être sevré, devait passer quelque temps à Rosendal chez les parents de sa mère, et Lindorm et Georgina devaient profiter de l'occasion pour aller voir à Linholm — chose convenue depuis longtemps — leurs amis intimes Arthur de Salden et sa charmante jeune femme. On proposerait au capitaine d'être de la partie, qui lui offrirait la perspective certaine de distractions et de plaisirs.

« Comme la famille de Kornelli demeure sur cette même route, ajouta Georgina, il est probable

FEUILLETON DU JOURNAL DU LOT

du 18 février 1863.

NE JOUONS PAS AVEC LE FEU

TRADUIT DU SUÉDOIS

de M^{me} Émilie CARLEN

IV.

(Suite.)

« Ma chère Georgina, dit tendrement Lindorm en passant un bras autour de la mère et du fils, es-tu restée tout le jour à t'ennuyer ici ?

— Je n'ai certes pas éprouvé d'ennui, répondit-elle en riant ; mais, mon cher Gustave, si ce n'est pour le dîner, je n'ai pu quitter notre enfant, et, sans ma mère, je ne sais quelle ressource aurait eue le capitaine Kornelli ; je crains même qu'il ne se soit passablement ennuyé.

— Un hôte journalier doit s'attendre à être né-

La reproduction est interdite.

litaine qui commande. Cependant la *Gazette de l'Est*, journal allemand, assure que la province est tranquille et ne donne lieu à aucune crainte.

La *Correspondance générale de Vienne* dit que le gros des insurgés polonais comptant environ 6,000 hommes, est concentré à Dombrova (Pologne Russe), sous le commandement de Kurowski. On fond des canons et des boulets dans la fonderie de cette ville. On suppose que des détachements d'insurgés se dirigeront de là sur Czenstochau. Les insurgés reçoivent constamment des renforts. Des voyageurs racontent qu'à Kielce on prépare un coup décisif contre l'insurrection.

Varsovie se trouve aujourd'hui dans une situation déplorable. La police et les gendarmes, dit la correspondance Bullier, envahissent à toute heure du jour et de la nuit les églises, les sanctuaires et jusqu'aux tombeaux. On a déjà signalé la perquisition faite dans l'église de Sainte-Croix, les caveaux des églises des Capucins et des Dominicains; des réformés même ont été depuis l'objet de mesures semblables. — La *Patrie* ajoute que toute communication avec la campagne est défendue; les fabriques ne fonctionnent plus faute d'ouvriers; les arrestations sont à l'ordre du jour; la ville n'est qu'un camp militaire. Ce sont les dames qui servent d'intermédiaires et font le service de la poste des insurgés. Leur fanatisme est au comble.

Une proclamation du Comité national polonais vient d'être publiée par la *Gazette nationale* de Berlin, en voici le texte :

Habitants de Varsovie !

Le Comité central polonais s'étant chargé de tout le fardeau d'un gouvernement provisoire, il a confié l'administration de la capitale à un chef de la ville, qui formera la seule autorité nationale à Varsovie. A partir de ce jour, par conséquent, tous les habitants, sans distinction de classe ni de confession, devront se conformer exactement aux ordres dudit chef. Toute résistance ou tout refus d'obéissance entraînera la plus grave responsabilité pour le coupable.

Varsovie ! Tout le pays t'envoie l'expression de sa reconnaissance et de sa vénération pour l'héroïsme de tes fils, dont les vaillantes cohortes ont levé, les premières, le drapeau de l'insurrection armée en Pologne. Aujourd'hui, l'insurrection générale est un fait, la différence des classes est abolie, des millions de frères sont appelés à la même jouissance des droits civiques et à la défense commune de la patrie. C'est un rude combat, un combat pour la vie ou la mort, une guerre qui renversera le despote géant qui menace la civilisation européenne et la liberté des peuples. Dieu bénira notre cause !

L'ennemi est troublé par notre héroïque insurrection; il faut donc que nous achevions l'œuvre avec courage et persévérance, et sous peu nous verrons toute la Pologne délivrée du joug honteux et pesant qui l'accablait.

Braves Varsoviens ! N'enviez pas vos frères qui ont eu, les premiers, le bonheur de donner leur sang pour la cause de l'indépendance. Préparez-vous à la lutte sérieuse avec l'ennemi, à laquelle vous ne tarderez pas à être appelés, car aujourd'hui notre seul mot d'ordre doit être : Mort aux ennemis ! Liberté à la patrie !

Ordre du jour du chef de la ville :

1° Tous les arrêtés du chef de la ville doivent être munis du sceau apposé sur la présente pièce.

2° Pour régler les affaires d'argent, on fait savoir, par suite du changement opéré dans l'administration

qu'il se rendra de Linholm chez ses parents.

— Tu es le bon ange de ma vie, dit Gustave en embrassant cordialement sa femme. Ce pauvre Kornelli me fait peine, et il eût été impossible de rien imaginer de mieux que ce voyage. Une fois qu'il aura quitté Engelvik, de nouveaux objets l'enchaîneront, poursuivra-t-il d'une voix plus faible.

Puis il sortit pour aller préparer son hôte à ce voyage d'agrément.

V.

Lindorm ne trouva point Kornelli dans sa chambre; mais un petit livre, relié en maroquin rouge, encore ouvert sur la table, lui annonça que le capitaine venait de le feuilleter. Il se pencha pour le regarder, et, comme des lignes toutes fraîches prouvaient que c'étaient des notes de la main de Kornelli, il y arrêta quelques instants ses regards et lui :

« Qu'est devenue ma force d'autrefois ? Mon âme est-elle donc desséchée comme mon cœur ? J'ai lutté et prié; mes prières et mes luttas ont été vaines; je succombe sous le poids du devoir et de la passion, et les tortures que je souffre, sont le châtiment, le terrible châtiment de la légèreté avec laquelle j'ai troublé et trompé autrefois tant de cœurs innocents. Quand cesseront ces tortures ? Non pas en

de la ville, qu'à partir du 5 février, tous les pouvoirs et quittances qui avaient été délivrés jusqu'ici pour recueillir les souscriptions sont annulés. A leur place il sera délivré de nouveaux pouvoirs, munis du sceau du chef de la ville; en même temps il sera émis une nouvelle série de quittances, lettre D., commençant par le numéro 20,000 et tous les paiements à la caisse nationale devront être faits sur des quittances de cette catégorie. On fait savoir, à cette occasion, que toutes les sommes qui ont été recueillies sur des quittances plus anciennes ont été versées à la caisse nationale.

3° Le gouvernement national a appris que la domination étrangère, qui n'a aucun scrupule sur le choix des moyens, a envoyé au dehors une partie considérable de la police de Varsovie pour faire une propagande criminelle parmi les paysans. On recommande donc à tous les fonctionnaires de l'organisation de s'informer dans leurs circonscriptions du nom des agents et du lieu où ils sont envoyés, afin de les traiter conformément aux lois.

4° En général, on recommande la plus grande vigilance et l'attention sur les actes et intentions des ennemis, ainsi que la surveillance rigoureuse des personnes qui favorisent la domination étrangère.

En présence de cette complication si imprévue dans les affaires de Pologne, il est bien naturel que l'opinion publique se préoccupe de l'attitude des grandes puissances. — Suivant un bruit très accrédité dans les cercles les mieux informés, la France, l'Autriche et l'Angleterre seraient d'accord pour faire comprendre au gouvernement russe que la question polonaise ne doit pas se résoudre seulement par les armes et qu'il ne suffit pas d'exterminer les polonais mais qu'il faut leur donner les satisfactions qu'ils ont le droit d'attendre.

Les dispositions militaires du gouvernement prussien sont jugées intempestives par la *Gazette de Cologne*. « Ainsi, dit-elle, dans le pays de Kulm, on a été généralement surpris de l'arrivée des troupes puisque jusque-là il ne s'était produit aucun événement qui pût motiver ces mesures. Tout ce qui s'est passé à Kulm, c'est qu'un prêtre a dit une messe dans un cimetière pour la délivrance de la patrie, et qu'un écolier a acheté un poignard et des pistolets.

A. LAYTOU.

Dépêches télégraphiques.

(Agence Havas).

Paris, 16 février.

New-York, 5 février.

Le Sénat de Washington a rejeté une proposition hostile à l'intervention des Français au Mexique, par 34 voix contre 9.

Londres, 16 février.

Le *Times* reconnaît l'importance de l'engagement de Charlestown, mais il ne considère pas qu'il implique la cessation du blocus, ni l'obligation de renouveler la déclaration.

Le *Morning-Post*, émet le même avis.

Paris, mardi, 17 février.

Berlin, 16 février.

La *Gazette nationale* dit, d'après un bulletin publié par les insurgés, que ces derniers, dans la bataille de Wengrow, auraient perdu seulement 130 hommes, et les Russes 430.

La *Gazette du Nord* dit que la Prusse n'a pas eu l'intention de faire entrer des troupes sur le territoire polonais.

Varsovie, 16 février.

Diverses ordonnances viennent d'être publiées sur l'application de l'état de Siège à Varsovie.

Il y est déclaré qu'on détruira les maisons d'où on tirerait sur des militaires.

cette vie; car la passion qui consume mon cœur et qui brise ma force, ne s'éteindra pas, lors même que je parviendrais à me décider à partir, comme j'en ai souvent pris la résolution. Mais de ce moment, il me faut...

Ici Lindorm interrompit sa lecture et se redressa en entendant des pas sur l'escalier. Kornelli entra, et aussitôt une sombre rougeur couvrit son visage à la vue de Gustave, debout près de son journal ouvert; mais un regard furtif sur les traits du baron, qui respiraient le calme et presque la joie, le convainquit qu'il ignorait son secret.

Lindorm lui fit connaître affectueusement le motif de sa visite, lui dit quelle serait la joie d'Arthur et de sa femme de voir les amis qu'ils attendaient depuis si longtemps, et combien il était nécessaire pour la santé de Georgina de faire un voyage pendant que la belle saison le permettait.

Kornelli restait muet et sombre, les yeux fixés sur le parquet.

« Tu nous accompagneras, n'est-ce pas, cher ami ? continua Lindorm. Je te garantis que tu t'amuseras parfaitement à Linholm, où nous serons reçus avec joie par le couple le plus aimable et le plus prévenant.

— Quand partons-nous ? demanda Kornelli d'un ton monotone.

Breslau, 16 février.

Une circulaire enjoint aux journaux de ne pas publier les mesures militaires ni les mouvements des troupes.

Cracovie, 15 février, 7 h. 30 m. du matin.

On assure que 30,000 Russes ont passé par le territoire prussien, se rendant en Pologne.

La *Gazette de Silésie* annonce que les Russes qui avaient été refoulés sur le territoire prussien par les insurgés, continuent d'y être réarmés pour être reconduits en Pologne.

Les Russes sortis de Miechow pour attaquer Ojcow où se trouve une grande partie de la jeunesse de l'université de Cracovie sont rentrés dans leurs anciennes positions, après quelques combats d'avant-postes à Iwanowice et à Skala.

— Les troupes russes se sont retirées de Przeslansk vers Slomnick. Aucun combat n'a eu lieu à Ojcow.

Des avis privés de Lemberg annoncent que les insurgés ont pris Tarnagrod. Le corps de cosaques stationné en cet endroit a battu en retraite vers Zamosc, après avoir subi une perte de trente-quatre hommes : Krubieszow ayant été évacué par les Russes, a été occupé sans résistance par les insurgés.

Revue des Journaux.

MONITEUR.

On lit dans le *Bulletin du Moniteur* :

« L'Empereur de Chine a placé à la tête de l'armée du Kiang-Sou un officier français, le capitaine d'artillerie Tardif de Moidray, avec le titre de général en chef, et le grade de colonel a été conféré en même temps au lieutenant de vaisseau Bonnéfoi. Le gouvernement de Pékin a compris que l'instruction de ces officiers et leur rang dans l'armée française devaient leur assurer une situation élevée à la tête des forces chinoises. M. Tardif de Moidray est donc investi du commandement en chef de toutes les troupes impériales de la Province, quels que soient les chefs des différents corps qui composent cette armée.

LA NATION.

M. Granier de Cassagnac nous donne, dans la *Nation*, son dernier mot sur la question romaine et sur la question italienne. Rappelant ce qui vient d'être dit par M. Billaut au Corps législatif : « Le Saint-Siège conservera » Rome et le petit Etat protégé aujourd'hui » par nos troupes; le royaume d'Italie, » se » condé par la France dans toutes ses aspirations légitimes, dans tous ses efforts raisonnables, pourra s'organiser de Turin à Messine, en se résignant à accepter à son centre, l'Etat pontifical comme enclave, et à le » respecter. » M. Cassagnac s'attache à démontrer que cette solution, depuis longtemps prévue, répond pleinement aux traditions catholiques et libérales de la France.

» En ce qui touche le royaume d'Italie, le plus grand service que la France pût lui rendre, après l'avoir créé par ses armes, après l'avoir reconnu, et lui avoir ménagé la reconnaissance de la Russie et de la Prusse, c'était de la préserver de ses excès.

UNION.

L'*Union* reproche à M. Billaut, par l'organe de M. Laurentie, de ne pas avoir traité à fond, dans la discussion des affaires d'Italie, « la grande thèse de l'intérêt français. » Or, ce que l'*Union* appelle, l'intérêt français eût été la constitution d'une fédération italienne, M. Laurentie regrette qu'un orateur ne se soit pas levé pour faire revivre les souvenirs historiques de la France, et il se propose de reprendre cette thèse puisque la chambre la lui restitue.

LE SIÈCLE.

M. Havin fait observer, dans le *Siècle*, que, si une coalition se formait contre la Pologne, il

— Lundi prochain. Dimanche nous aurons du monde, comme d'habitude. C'est l'anniversaire de ma naissance, et nous nous divertirons.

— Bien, je suis prêt, dit le capitaine. — Je suis prêt » répéta-t-il comme se parlant à lui-même.

Lindorm le quitta le cœur serré.

Le samedi arriva. Le baron avait une affaire qui nécessitait absolument sa présence à Bjorko. Il engagea Kornelli à l'accompagner; mais pour la première fois, celui-ci refusa, sous prétexte d'un violent mal de tête. Lindorm monta à cheval, l'humeur sombre et en proie à de tristes pressentiments. Il n'avait pas fait un demi-mille, qu'ils devinrent si puissants qu'ils étouffèrent la voix de la raison; il tourna bride et prit un chemin détourné pour rentrer chez lui par le parc. Il allait au pas et s'abandonnait à ses idées sombres, quand il crut entendre des accents confus dans un pavillon voisin. Il s'arrêta, prêta l'oreille et reconnut les voix de Georgina et de Kornelli. Le sang lui reflua au cœur; il attacha son cheval à un arbre et se glissa sous la fenêtre; de là, caché par une haie de chèvre-feuille, il vit sa femme debout au milieu de la pièce, et Kornelli à ses pieds, lui tenant convulsivement la main, et lui dépeignant avec feu la passion qui dévorait son cœur.

Lindorm sentit littéralement la terre brûler sous ses pieds; il était prêt à se précipiter dans le pavillon, et

nous serait difficile d'empêcher cette coalition, si elle devenait victorieuse, de se tourner contre nous.

« Rien n'autorise la Prusse à intervenir. Son intervention motiverait nécessairement et celle de l'Angleterre et la nôtre. Et puis, le Czar, maître d'un tiers de l'ancien continent, n'est-il donc pas assez fort tout seul ? Si les immenses ressources dont il dispose ne lui suffisent pas, c'est que le mouvement polonais n'est pas une insurrection, mais une vraie révolution nationale à laquelle la France ne saurait refuser son appui, sans manquer à tous ses précédents. »

LA FRANCE.

M. le baron de Bazancourt termine en ces termes : des considérations qu'il publie, dans la *France*, sur nos opérations militaires au Mexique :

« Lorsque les événements imposent à une nation le devoir de porter ses armes sur des contrées lointaines, les distances à parcourir et les hasards attachés à ces distances sont des ennemis avec lesquels on doit sérieusement compter et qu'il faut toujours dominer.

» C'est pour cette raison que le gouvernement de l'Empereur a voulu que le général Forey s'avancât au cœur du Mexique, à la tête d'un corps considérable; — c'est pour cette raison aussi que le général Forey est resté à Orizaba, ne voulant pas laisser, échelonnée et abandonnée sur ses derrières, une portion de son matériel de siège, de ses munitions de guerre et de ses approvisionnements, immobilisés jusqu'à présent, à la Vera Cruz, par le manque de moyen de transport. »

Pour extrait : A. LAYTOU.

Chronique locale.

A la suite de la délicieuse soirée donnée jeudi dernier à la Préfecture, où l'aménité de M. le marquis et de Mme la marquise de Fleury avait attiré une si nombreuse société, se sont ouverts les salons de M. Calmels et de M. Cavaignac. Lundi c'était le tour de la Recette générale, et, hier, dans la journée, la saison a été magnifiquement close par un bal costumé d'enfants donné par M. et Mme la marquise du Tillot. — Partout l'entrain a été grand. — Pour la première fois, cette année, Cahors s'est montré à la hauteur des grandes villes. — Le commerce et l'industrie s'en ressentent sensiblement.

Nous lisons dans le *Moniteur* :

Sur le compte-rendu à l'Empereur, par le ministre de l'intérieur, des actes de dévouement qui lui ont été signalés pendant le 3^e trimestre 1862, et aux termes d'un rapport approuvé par S. M., le 28 janvier dernier, des médailles d'honneur ont été décernées aux personnes désignées dans l'état ci-après :

LOT.

Dandurand (Guillaume), cultivateur à Coste-rousse, commune de Bagnac, médaille d'argent de 2^e classe, pour avoir, le 14 août 1862, fait preuve de dévouement dans un incendie ;

Faurie (Jean), batelier à Floirac, médaille d'argent de 1^{re} classe, pour avoir, en août 1856 et 26 juillet 1862, sauvé, au péril de sa vie, deux enfants qui se noyaient dans la Dordogne. Faurie était déjà titulaire d'une médaille en argent de 2^e classe.

à donner un libre cours à sa colère, ou plutôt à sa fureur, mais il eut assez d'empire sur lui-même pour attendre la réponse de Georgina.

« Levez-vous, capitaine Kornelli, et lâchez ma main, dit-elle d'un air grave et digne; vous me déshonorez et vous vous déshonorez vous-même par cette scène. C'est une bassesse de m'avoir attirée ici sous le prétexte que cet endroit était le plus convenable pour préparer la surprise que je ménage à mon mari pour célébrer demain son anniversaire ! Vous prétendiez avoir un plan à me communiquer pour cette fête; je vous suis ici sans défiance, et vous osez m'offenser à ce point, moi, la femme de celui qui vous offrit sa maison et son amitié ! Est-ce agir en homme d'honneur ? Non, en vérité ! Allons, levez-vous et laissez-moi ! Demandez intérieurement pardon de ce crime à Gustave; j'aurai compassion de votre folie et je l'oublierai. »

« Dieu soit loué ! se dit Lindorm, je savais bien qu'elle résisterait à l'épreuve; mais ce n'est pas un spectacle rassurant pour un mari. Le voilà à genoux, immobile comme une statue et la dévorant de ses regards de flamme, tandis qu'elle s'efforce vainement de dégager sa main. Il parle, écoute ! »

Et Lindorm prêta l'oreille.

La suite au prochain numéro.

Le Mandement pour le Carême de 1863 a été lu, dimanche dernier, dans toutes les églises du Diocèse. La Charité est le sujet de cette lettre pastorale que Mgr Bardou, malgré ses souffrances, a voulu traiter dans les premiers jours de sa longue maladie. « L'accroissement de nos souffrances, dit-il, ne nous ayant pas permis d'y mettre la dernière main, nous la publions néanmoins, dans l'espoir qu'elle sera de quelque utilité pour les fidèles. »

Nous regrettons que le manque d'espace nous empêche de publier cette remarquable lettre, dont les dernières paroles surtout sont si touchantes et si chrétiennes :

« Par la charité, dit-il, nous aimons le prochain, c'est-à-dire tous les hommes, justes ou injustes, bons ou méchants, souhaitant à tous, par rapport à Dieu qui les a tirés du néant, et rachetés par la mort de Jésus-Christ, qu'ils parviennent un jour à l'éternelle béatitude, en persévérant dans la justice et en faisant pénitence de leurs égarements. »

Voici le dispositif :

Art. 1^{er}. — En vertu des facultés que nous avons reçues du Saint-Siège, Nous permettons, pour ce Carême, l'usage de la viande, les Dimanches, Lundi, Mardi et Jeudi, depuis le lendemain des Cendres inclusivement, jusqu'au Jeudi de la Semaine de la Passion, aussi inclusivement : les jours de jeûne, l'usage de la viande n'est accordé que pour le repas principal ; ceci est de rigueur pour toute personne obligée au jeûne ; pour toute autre ce n'est qu'un conseil, mais un conseil dont Nous recommandons beaucoup la pratique à la piété des Fidèles.

Art. 2. — Les jours de jeûne où il est permis de manger de la viande, ceux qui voudront user de cette dispense ne pourront se faire servir en même temps du poisson frais ou salé à leur repas. (Encyclique de Benoît XIV).

Art. 3. — Conformément aux anciens usages de Notre Diocèse, Nous permettons, aux jours d'abstinence pendant le Carême et pendant l'année, de préparer les aliments maigres avec de la graisse, ou du lard fondu ou fortement haché. Cette permission ne s'étend pas aux quatre derniers jours de la Semaine Sainte.

Art. 4. — L'usage des œufs est également permis au repas principal, tous les jours du Carême excepté le Vendredi Saint.

Le laitage est permis, même à la collation, pendant le Carême et pendant l'année.

Art. 5. — MM. les Curés, Recteurs et Confesseurs sont autorisés à donner des dispenses plus étendues à ceux de leurs paroissiens ou pénitents qui leur exposeraient des raisons légitimes à cet effet. Nous espérons toutefois que notre permission générale suffira au très-grand nombre et que la loi de l'abstinence, ainsi adoucie, n'en sera que mieux observée.

Art. 6. — Nous accordons également à MM. les Curés, Recteurs et Confesseurs la faculté de dispenser, pour cause légitime, de la loi du jeûne. Nous ferons observer ici que ce serait une erreur de croire que la dispense de l'abstinence entraîne nécessairement la dispense du jeûne.

Art. 7. — Tous ceux qui voudront profiter des permissions générales mentionnées dans les articles 4, 5 et 6, ou qui auront obtenu des dispenses particulières pour l'abstinence ou le jeûne, seront tenus, en conscience et par compensation, à une aumône, selon leurs facultés, et selon l'étendue des dispenses dont ils auront usé.

Pour recueillir ces aumônes, MM. les Curés pourront, à part la quête de Pâques qui devra toujours avoir lieu à cette fin, soit placer un tronc dans l'église, soit employer tout autre mode qu'ils jugeront le plus convenable.

Art. 8. — MM. les Curés et Recteurs consacreront les premiers jours du Carême aux enfants qui n'ont pas encore fait leur première communion. Ils leur adresseront quelques instructions particulières pour les préparer à une bonne confession, et toutes les fois qu'il sera nécessaire au bienfait de l'absolution.

Art. 9. — On fera, deux fois par semaine, dans chaque paroisse, une instruction, conférence ou lecture de piété, relatives surtout aux Sacraments de Pénitence et de l'Eucharistie.

Ces exercices, qui dureront tout le Carême, jusqu'à la Semaine Sainte, pourront être suivis de la bénédiction du Saint-Sacrement avec le ciboire.

Art. 10. — Nous exhortons tous les Fidèles de Notre Diocèse à se préparer pour faire saintement leurs Pâques, et Nous leur rappelons que ce devoir oblige sous peine de péché mortel.

Nous devons aussi avertir les parents et les mères que c'est pour eux une obligation rigoureuse, non-seulement d'accorder à leurs enfants et domestiques le temps nécessaire pour l'accomplissement des devoirs religieux, mais encore de veiller à ce qu'ils les remplissent et de leur en donner l'exemple.

Art. 11. — Le Temps Pascal commencera à la mi-carême et finira le Dimanche du Bon-Pasteur.

NOTA. — MM. les Curés et Recteurs donneront à leurs paroissiens une permission générale de s'adresser, pour la confession annuelle, à tout prêtre approuvé, de Notre Diocèse, sans qu'il soit besoin de demander une permission par écrit.

Et sera, Notre mandement, lu et publié, dans

toutes les églises et chapelles du Diocèse, le Dimanche de la Quinquagésime.

Donné à Cahors, etc.

D'après de nouveaux pouvoirs reçus de Rome, les Vicaires-généraux capitulaires maintiennent la dispense d'abstinence pour les jours indiqués dans le Mandement pour le Carême de 1863, et ils confirment toutes les autres dispositions de ce Mandement.

Contributions et patentes. — Nous avons souvent entendu agiter la question de savoir si un ouvrier qui travaille chez lui, sans compagnon ni apprenti, doit être affranchi des droits de patente.

On a fait observer à ce sujet que, de deux ouvriers qui se trouvent dans les mêmes conditions, l'un est soumis à l'impôt, et l'autre ne l'est pas.

On peut, en effet, croire à une contradiction qui n'est qu'apparente.

Pour répondre à cette question, nous n'avons qu'à rappeler les dispositions de l'article 41 de la loi du 4 juin 1858, qui étend l'exemption de l'impôt aux ouvriers qui travaillent pour leur propre compte, et avec des matières à eux appartenant, sans compagnon ni apprenti, qu'à ceux qui travaillent pour le compte d'autrui.

Mais, pour jouir de l'exemption, il importe de remarquer, qu'il faut, comme condition essentielle, qu'il n'y ait ni enseigne ni boutique.

Nous lisons dans le *Salut public* de Lyon :

« Une circulaire de M. le ministre de l'intérieur, tranche aujourd'hui, d'une manière aussi décisive que péremptoire, les difficultés qui s'élevaient journellement entre les maires de différentes localités et MM. les notaires ou huissiers qui prétendaient que ces fonctionnaires devaient leur céder gratuitement une des salles de la mairie, pour y procéder aux adjudications publiques qui sont de leur ministère. »

« Voici en quels termes M. le ministre a résolu cette question :

« Les notaires ne peuvent disposer des salles d'école ou de mairie pour leurs adjudications, qu'avec le consentement des conseils municipaux qui ont, d'après la loi, l'initiative des actes de propriété relatifs aux baux communaux. »

« Les parties doivent donc débattre entre elles les conditions de la location, et s'il s'élève ensuite quelques difficultés sur l'exécution de leurs conventions, c'est aux tribunaux, juges des contrats, à vider le différend. »

COMPAGNIE FRANÇAISE

DES COTONS ALGÉRIENS

(Société anonyme)

Créée par acte passé devant M^{rs} Philéas VASSAL

et son collègue, notaires à Paris.

CAPITAL SOCIAL :

VINGT-CINQ MILLIONS DE FRANCS

Divisé en 4 séries

De 12,500 actions de 500 fr. chacune.

Emission de 25,000 actions formant les deux premières séries.

La Compagnie Française des cotons algériens en dehors du but national qu'elle se propose et qui lui a valu les encouragements de l'administration supérieure, réunit toutes les conditions d'un placement exceptionnel :

1^o Elle offre la sécurité absolue du gage, son capital devant toujours être représenté par des valeurs immobilières indiscutables ;

2^o Les revenus de son exploitation lui assurent des dividendes importants ; 11 0/0 environ pour les cultures cotonnières seules ;

3^o La mise en produit de ses terres aura pour effet certain l'accroissement considérable de leur valeur.

CONSIDÉRATION PARTICULIÈRE.

La Compagnie est mise purement et simplement au lieu et place des fondateurs qui ne recevront, pour leur intervention, que le remboursement de leurs frais et dépenses justifiées.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

La souscription sera close dès que les 25,000 actions formant la première émission auront été souscrites.

Les souscriptions reçues le dernier jour seront seules soumises à une réduction proportionnelle.

Les versements auront lieu de la façon suivante :

100 francs en souscrivant ;

150 francs à la répartition, et le surplus au fur et à mesure des besoins de la Société.

Tout appel ultérieur de fonds devra être annoncé un mois au moins avant l'époque fixée pour le paiement.

Les versements porteront intérêt à 5 0/0 pendant la période des travaux de mise en culture des terres.

Les souscriptions seront reçues chez MM. LES FILS DE GUILLOU JEUNE, banquiers de la Compagnie, 50, rue de Provence, à

Paris.

On peut verser à leur crédit dans toutes les succursales de la Banque de France et leur adresser les récépissés.

CONCOURS D'ORPHEONS, de Musiques d'harmonie et de Fanfares, ouvert à Agen, les 16 et 17 mai 1863.

Conformément à la délibération du Conseil municipal, en date du 28 janvier dernier, approuvée par M. le Préfet, un Concours d'Orpheons, de Musiques d'harmonie et de Fanfares est ouvert à Agen, pour la région du Midi de la France.

Ce concours aura lieu le samedi 16 mai pour les Sociétés instrumentales, et le dimanche 17 mai, pour les Orpheons.

La Société chorale et la Fanfare d'Agen ne prendra point part à ce Concours.

Les Sociétés qui ne seraient pas présentes au moment du Concours pourront être privées du droit d'y prendre part. Il en sera de même de celles qui auraient laissé passer leur tour d'inscription pour leur entrée en lice.

La proclamation des prix obtenus par les Musiques instrumentales se fera le samedi soir, mais la distribution solennelle des médailles n'aura lieu que le dimanche au soir avec celle des Orpheons.

Des chœurs d'ensemble, dont on fera connaître ultérieurement le titre, seront chantés à cette solennité. Les Sociétés instrumentales de la division supérieure qui auront remporté le premier prix, seront invitées à s'y faire entendre.

CAISSE D'ÉPARGNE DE CAHORS.

Séance du 13 février 1863.

41 Versements dont 9 nouveaux. 2,734 f »
5 Remboursements dont 2 pour solde. 2,353 94

TAXE DU PAIN. — 25 octobre 1862.

1^{re} qualité 35 c., 2^e qualité 32 c., 3^e qualité 29 c.

TAXE DE LA VIANDE. — 12 mars 1862

Bœuf : 1^{re} catégorie, 1^{er} 15^c ; 2^e catégorie, 1^{er} 05^c.
Taureau ou Vache : 1^{re} catég., 95^c ; 2^e catég., 85^c.
Veau : 1^{re} catégorie, 1^{er} 30^c ; 2^e catégorie, 1^{er} 20^c.
Mouton : 1^{re} catégorie, 1^{er} 25^c ; 2^e catégorie 1^{er} 15^c.
Pour la chronique locale : A. LAYTOUT.

Nouvelles Étrangères.

(Correspondances Havas et Bayvet).

POLOGNE.

Sous la date de Varsovie, 10 février, la *Gazette de Dantzig* donne les détails suivants sur l'affaire de Wonchok du 4, qui a été si désastreuse pour les insurgés, et sur laquelle il n'a pas encore été publié de bulletin officiel :

« Lorsque les Russes arrivèrent par la chaussée de Randon, Langiewicz distribua son corps dans un petit bois qui se trouve des deux côtés de la route, à une demi-lieue de Wonchok. Quand l'artillerie flanquée des deux côtés par de la cavalerie, arriva dans le petit bois, les insurgés la reçurent d'abord à coups de fusils et quelque confusion s'étant produite dans les rangs de l'ennemi, ils se jetèrent sur les Russes avec des faulx et des piques et les obligèrent à la retraite. Les Russes tentèrent trois fois de passer, mais ils furent repoussés chaque fois avec de grandes pertes. Ils se formèrent alors à quelque distance du bois perpendiculairement à la route, et Langiewicz rangea son corps parallèlement au leur. Il paraît avoir fait une grande faute dans cette circonstance, car les Russes profitèrent de ce changement de front pour se précipiter au pas de course à travers le petit bois sur Wonchok. Langiewicz fit sortir en toute hâte de Wonchok 300 insurgés qui y étaient restés ; ils se postèrent à l'entrée de la ville et arrêtèrent l'artillerie russe pendant toute une heure ; ils détruisirent une partie de la cavalerie russe, mais périrent eux-mêmes pour la plupart. Pendant ce temps les insurgés qui étaient restés à Wonchok devaient se réunir au corps de Langiewicz et battre en retraite, mais la confusion se mit dans leurs rangs, ils s'enfuirent et furent poursuivis par la cavalerie qui entra un grand nombre. Les Russes mirent le feu à Wonchok, et, sauf l'église, il n'est pas resté une maison debout dans la malheureuse petite ville. Les habitants furent traités comme ennemis et massacrés. Quatre villages du voisinage, où la cavalerie pénétra en poursuivant les insurgés, devinrent également la proie des flammes, et les habitants eurent le même sort que ceux de la ville. On ne sait ce que Langiewicz est devenu avec les autres insurgés. Les Russes se sont retirés sur Randon. Deux escadrons de cavalerie russe ont été détruits complètement et les autres pertes éprouvées par les Russes sont très-considérables. On dit que la perte des insurgés est de 2,000 hommes. »

— On lit dans la *Patrie* :

On ne saurait plus se dissimuler la gravité des événements qui se passent en Pologne. Les dépêches d'aujourd'hui montrent que l'insurrection fait des progrès sensibles, et que les échecs subis par les bandes des révoltés n'exercent encore aucune influence sur l'ensemble du mouvement.

Un gouvernement provisoire a été proclamé à Rawa ; le bruit court que Wengrow a été repris par les insurgés. Une ville, sur la frontière du gouvernement de Lublin, a été occupée par deux mille insurgés, et à ces faits militaires s'ajoutent des témoi-

gnages irrécusables de la sympathie générale que rencontrent partout, dans les villages et dans les campagnes, les bandes armées.

On s'émue de plus en plus à Varsovie et à St-Petersbourg de cette situation, il y a lieu de redouter maintenant, pour la cause polonaise, le résultat des pourparlers engagés entre la Russie et la Prusse en vue d'un accord pour la répression de l'insurrection.

E. DRÉOLLE.

ITALIE.

Le ministre des finances a déposé aujourd'hui à la chambre des députés un projet de loi pour un emprunt de 700 millions effectifs.

L'emprunt italien a fléchi de 70-90 à 70-50.

— Aux termes du projet de loi déposé par le ministre des finances, l'emprunt de 700 millions pourra être réalisé en tout ou en partie, en une seule fois ou à divers intervalles, selon que le gouvernement le jugera convenable.

— Dans son exposé financier, M. Minghetti rappelle l'histoire des quatre dernières années et les causes de la diminution des recettes et de l'augmentation des dépenses. Il constate qu'au 31 décembre 1862 le déficit s'élevait à 374 millions. Pour le budget de 1863 il propose deux réformes, l'une réglant toute augmentation de dépenses par un décret royal, l'autre divisant le budget en deux pour former un budget ordinaire et un budget extraordinaire. Le ministre fait voir la possibilité d'arriver à l'équilibre du budget en quatre ans. Il indique des économies à réaliser pour une somme de 400 millions, et évalue à 60 millions l'accroissement naturel des recettes provenant des impôts déjà votés. Il propose l'augmentation de l'impôt foncier, l'introduction de la taxe mobilière et l'extinction des octrois. C'est ainsi que l'équilibre entre les recettes et les dépenses sera obtenu. Calculant le déficit qui existe déjà et celui qu'il faut prévoir jusqu'en 1867. Le ministre demande un emprunt de 700 millions effectifs à émettre en tout ou en partie suivant que le ministre le jugera convenable. Le ministre propose encore une aliénation de biens domaniaux pour 500 millions. Il croit nécessaire de limiter à 450 millions la dette flottante. Pour faire face aux événements extraordinaires, il indique la vente éventuelle des biens domaniaux et des chemins de fer de l'Etat. Comme réserve, il indique enfin la conversion en rentes consolidées de beaucoup de biens de main-morte. Le ministre parle de l'organisation du crédit foncier, d'une réforme hypothécaire, de l'organisation de compagnies de chemins de fer et de plusieurs autres réformes qui se rattachent à son plan financier. Il a l'espoir que l'emprunt de 700 millions comblera définitivement le déficit. Il demande enfin l'urgence pour le projet de loi parce qu'il croit nécessaire de profiter du calme politique pour régler la situation financière.

Les paroles du ministre sont accueillies par les applaudissements de la chambre. La discussion commencera dans la prochaine séance.

PRUSSE.

Le *Moniteur Prussien* publie une ordonnance qui interdit toute exportation d'armes en Russie et en Pologne.

La *Gazette du Nord* annonce que par suite de la convention conclue avec la Russie, le lieutenant-colonel Treskow est parti pour Varsovie, tandis que l'Officier russe Dunerod reste à Berlin.

La commission du budget a rayé, à la presque unanimité, une somme de 31 mille thalers de fonds secrets demandée pour un but politique.

— On mande des frontières de la Pologne, le 14 : Le général Annenkoff, gouverneur de la Podolie et de la Volhynie, a été autorisé à proclamer l'état de siège dans ces provinces et à y établir des cours martiales.

ESPAGNE.

La Couronne et le ministère sont d'accord sur la dissolution des Cortès. Le décret y relatif sera publié ultérieurement.

L'amiral Bustillos et plusieurs généraux appuient M. Ulha. Quatre directeurs-général du ministère de la marine ont été destitués.

On dit que le maréchal Narvaez doit organiser une nouvelle union libérale modérée.

Pour extrait : A. LAYTOUT.

Paris.

17 février.

Le Sénat tiendra séance demain, jeudi, pour le rapport de la pétition de M. Darimon, sur la liberté de la presse. On croit qu'il sera pourvu, dans le courant de la semaine, aux huit sièges vacants du Luxembourg.

— La rentrée des classes à Saint-Cyr aura lieu, dit-on, après les fêtes de Pâques. Les familles seront prévenues dix jours à l'avance par le général, directeur de l'école.

Le bal costumé donné hier au ministère d'Etat, par M. le comte Walewski, a été magnifique. L'Empereur et l'Impératrice y ont assisté.

— Un temps superbe, bien qu'un peu froid, a favorisé la première journée du Bœuf-Gras, à Paris. Les costumes historiques, le char de l'agriculture remplacent avantageusement les cavalcades grotesques et les divinités frileuses des années précédentes. A une heure, le cortège est entré dans la cour des Tuileries, dont les grilles ont été ouvertes au public. L'Empereur, l'Impératrice et le Prince Impérial ont paru au balcon de la salle des maréchaux. La foule a salué leurs Majestés des plus vives acclamations.

Pour extrait : LAYTOUT.

Faits divers.

Du premier au cinq mars, il va paraître, chez un de nos premiers éditeurs parisiens, un curieux ouvrage en deux volumes, sous ce titre singulier : *LA IV^e RACE*. — Dans les régions où les principaux chapitres de cet ouvrage ont circulé déjà, on s'accorde à lui prédire un succès qui ne serait point exempt de vigoureuses attaques. L'auteur s'est proposé de démontrer qu'entre la France et l'Empire des Napoléons, il s'est opéré un travail de mutuelle identification qui les rend désormais inséparables. — Sous le rapport typographique, la *IV^e race* n'aura rien à envier aux œuvres publiées avec le plus grand luxe.

On lit dans la *Gazette des Tribunaux* :

Hier, entre 3 et 4 heures de l'après-midi, le sieur G..., bedeau à l'église Saint-Nicolas-du-Chardonnet, en faisant une ronde dans cette église, s'aperçut que six chaises, rangées ensemble, sur un point, en avaient été tout récemment enlevées et portées au dehors. S'étant assuré qu'aucun ordre n'avait été donné à ce sujet, il pensa, avec raison, que l'auteur de l'enlèvement voulait s'approprier ces chaises, et il sortit aussitôt pour en rechercher la trace. Après avoir parcouru sans succès la rue Saint-Victor, aux abords de l'église, il s'engagea dans la rue des Bernardins, et aperçut, à une certaine distance, un homme portant sur la tête une demi-douzaine de chaises, et s'éloignant au pas accéléré. Persuadé que c'était son voleur, il se mit à sa poursuite, le rejoignit bientôt, et fut convaincu qu'il ne s'était pas trompé, en reconnaissant sur les chaises la marque de sa paroisse. Il le fit arrêter immédiatement par un sergent de ville qui le conduisit, après avoir opéré la restitution, chez le commissaire du quartier où l'on apprit que ce voleur, d'une espèce particulière, était un rempailleur de chaises, qui trouvait plus lucratif de les prendre rempaillées et de les vendre, que de les rempailler à façon. Il a été envoyé ensuite au dépôt de la préfecture de police.

— Un procès en instance devant le tribunal civil de Bordeaux est le sujet des conversations de toute la ville. Il s'agit du testament

de M. Perpignan, membre du consistoire israélite de la Gironde, qui a constitué pour son légataire un petit neveu au détriment de sa sœur germaine. La fortune s'élève à un million en valeurs mobilières. C'est sous prétexte de captation qu'est introduite la demande principale. On a refusé au légataire l'envoi en possession et ordonné l'inventaire par arrêt confirmatif de la cour. M^e Crémieux aurait, dit-on, accepté la défense des héritiers du sang. Une disposition de ce testament institue un legs à un parent dans une forme assez bizarre, eu égard à ce que le défunt était millionnaire : « Je lègue à S. Perpignan, mon cousin, dit le document, mes vieux habits, pantalons, gilets, vieilles chemises et mouchoirs usés, plus cinq cents francs. »

Pour extrait : A. LAYTOU.

BULLETIN COMMERCIAL.

VINS ET SPIRITUEUX.

Bordeaux, 12 février.

Eaux-de-vie d'Armagnac, 52 degrés, 88 fr.; 3/6 du Languedoc, 88 degrés 88 fr.; 3/6 fin, première qualité, 90 degrés, 70 fr.; tafia 50 à 60 fr.

Condom, 8 février.

Les affaires en eaux-de-vie ne semblent pas vouloir se ranimer : il règne toujours le plus grand calme dans les transactions. Le commerce, privé de demandes de l'intérieur, n'achète qu'avec la plus grande réserve. Malgré cette pénurie d'affaires, la propriété tient les prix fermes, et à notre foire de mercredi dernier, où il s'est traité quelques petits lots, on n'a pu obtenir de la marchandise, bon choix, au-dessous de :

Haut-Armagnac 75 à 76-25; Ténarèze 80 à 82-50; Bas-Armagnac 90 à 92-50.

Les rassis sont toujours l'objet d'une vive recherche.

Paris, 9 février.

Les 3/6 du Nord sont fermes avec un mouvement d'affaires très-limité à 67 fr. pour le disponible et le courant du mois; les mois chauds valent 69 fr.: le Languedoc en disponible est à 95 fr. l'hect., le tout à l'entrepôt.

Les eaux-de-vie sont dans les mêmes conditions. Il ne se fait, à l'entrepôt du quai Saint-Bernard, que quelques ventes pour le commerce de détail.

Dans les pays de grande production, les transactions restent fort limitées, mais partout les cours sont bien tenus dans l'espoir de voir une reprise prochaine de l'exportation.

Les arrivages du chemin de fer, du 15 au 20 janvier, se sont élevés à 33,376 fûts, dans lesquels figurent 14,225 fûts de vins du Midi.

Les transactions en vins, à Bercy et à l'Entrepôt, ont encore eu peu d'importance cette semaine. La vente est courante pour les vins de consommation journalière aux prix précédemment indiqués. La demande pour l'exportation reste toujours limitée.

Dans les différents vignobles, les transactions ont une faible importance en ce qui concerne le Midi proprement dit. Dans le Bordelais, il s'est fait des affaires assez importantes sur les grands vins, qui, suivant chais, ont été payés de 2,200 à 3,000 fr. le tonneau de 912 litres. Les vins non classés ont une demande moins active.

On signale une assez grande activité dans les vignobles de la Loire et des prix très-fermes.

Béziers, 9 février.

A notre marché de ce jour les 3/6 ont été un peu en baisse, mais en baisse forcée, et les cours ont été comme suit :

77 fr. l'hect. disponible pour 49 pièces; 77-75 à 78 fr. mars et avril; 78-50 à 79 fr. mai en août.

Après la fixation, la fermeté a eu lieu et on aurait payé 77-50 disponible, 78 et 78-25 mars et avril, 79 fr. les mois chauds. Les vendeurs avaient disparu sur toute la ligne.

(Moniteur agricole de Bordeaux.)

VILLE DE CAHORS.

Marché aux grains. — Samedi, 14 février 1863.

	Hectolitres exposés en vente.	Hectolitres vendus.	PRIX moyen de l'hectolitre.	POIDS moyen de l'hectolitre.
Froment..	472	192	22 ¹ / ₄	78 k. 240
Maïs.....	74	48	42 ¹ / ₂	62 »

BULLETIN FINANCIER.

BOURSE DE PARIS.

14 février 1863.

	Au comptant.	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.
3 pour 100	70 50	» 15	» »	» »
4 1/2 pour 100.....	99 »	» »	» »	» »

16 février.

	Au comptant.	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.
3 pour 100	70 35	» »	» »	» 15
4 1/2 pour 100.....	99 »	» »	» »	» »

17 février.

	Au comptant.	Dernier cours.	Hausse.	Baisse.
3 pour 100	70 15	» »	» »	» 20
4 1/2 pour 100.....	99 »	» »	» »	» »

ÉTAT CIVIL DE LA VILLE DE CAHORS

Naissances.

15 février Escabasse (Marie), rue Vayroles.
16 — Sarrasin Emilien-Jean-Hippolyte, rue du Four St-Laurent.
16 — Barry (Rose), à Bégoux.
17 — Cantarel (Marie-Jeanne-Victorine), rue du Pont-Neuf.

Mariages.

14 février Calmon (Guillaume), tisserand et Chazoule (Jeanne), s. p.
15 — Lachaise (Marcelin), employé et Lagarrouste (Marie), couturière.
16 — Gibert (Etienne), jardinier et Rouquié (Marie), s. p.
16 — Bouygues (Jean), cultivateur et Brugidou (Marie), s. p.
16 — Delrieu (Pierre), menuisier et Souques (Elizabeth), couturière.
17 — Andrieu (Jean-Baptiste), cultivateur et Bédoué (Marie), s. p.

Décès.

11 février Lemosy (Jean), naturel, St-Henry 2 jours.
— Lemosy (Marie-Anne), naturelle, St-Henry, 2 jours.
— Redoules (Pierre), cultivateur, 53 ans, aux Hortes.
— Prataude (Eugénie), 15 jours, rue Imp.
16 — Delmas (Pierre), tailleur d'habits, 71 ans, rue Impériale.
— Flagel (Pierre), ancien militaire, 70 ans, Hospice.
17 — Lafage (Gabriel-Génulpe-Lucien), 27 mois, Boulevard-Sud.

Pour tous les articles et extraits non signés : A. LAYTOU.

LA BANQUE DE CAPITALISATION rappelle qu'elle reçoit en participation dans ses opérations financières toute somme qu'elle qu'en soit l'importance. Les bénéfices sont répartis tous les mois; les fonds peuvent être retirés aux mêmes époques. Intérêts élevés et constante disponibilité du capital, tels sont les avantages que procure l'union des capitaux centralisés par cette Banque. — Le compte-rendu de l'année écoulée et la circulaire explicative des opérations sont adressés franco, sur demande. — Adresser les fonds par la poste, ou les verser dans les succursales de la Banque de France, au crédit de MM. SAUDRIER et C^{ie}, rue du Conservatoire, 44, Paris.

AVIS AUX PROPRIÉTAIRES DE CHEVAUX

Plus de feu ! 40 ans de succès !

Le Liniment-Boyer-Michel d'Aix (Provence), remplace le feu sans trace de son emploi, sans interruption de travail et sans inconvénient possible; il guérit toujours et promptement les boiteries récentes ou anciennes, entorses, foulures, écartes, molette, faiblesses de jambes, etc. (Se défier des imitations et contrefaçons.) Dépôt à Cahors, Vinel, ph., et les princip. Pharm^{ies} du dép^t.

En vente chez M^{me} veuve Richard, libraire à Cahors, et chez tous les Libraires du département

CALENDRIER

Statistique, Administratif et Commercial

DU DÉPARTEMENT DU LOT POUR 1863

Contenant les Adresses des principaux Négociants, commerçants, etc., du département. — Les Foires du Lot, de Lot-et-Garonne, de Tarn-et-Garonne, de l'Aveyron, du Cantal, de la Corrèze et de la Dordogne, ont été scrupuleusement prises en entier dans les Annaires de ces préfectures.

On trouve toujours, chez M^{me} Richard, les ouvrages de Religion et d'Histoire des meilleurs auteurs; les ouvrages classiques et l'Article de bureau au complet.


PÂTE PECTORALE DE REGNAULD AÎNÉ
Rue Caumartin, 45, à Paris
DEPUIS 1850 SON EFFICACITÉ L'A RENDU POPULAIRE
Contre le RHUME, la GRIPPE, et l'IRRITATION DE POITRINE
Un Rapport officiel constate : Toutes les boîtes portent la signature REGNAULD AÎNÉ.
DÉPÔT DANS TOUTES LES BONNES PHARMACIES

15 années de succès !
RHUMES, TOUX NERVEUSES
BRONCHITES ET AUTRES IRRITATIONS
DR. POITRINE,
guéries et prévenues par l'emploi
DU SIROP PECTORAL PARÉGORIQUE
ET DE LA PÂTE PECTORALE
de Émile MOUSSEYON, ph. à Dijon.
Dépôt dans les principales pharmacies.

CHANGEMENT DE DOMICILE
Le sieur André MONTAGNE, liquoriste, à Cahors, a l'honneur de prévenir ses commettants qu'il vient de transférer son Entrepôt de liquides à la Chartrreuse, près l'hôtel des Ambassadeurs.

L'ART DE DÉCOUVRIR LES SOURCES
par M. l'abbé PARAMELLE, 4 vol. in-8° de 452 pages, orné de figures, 2^e édition, se vend à Cahors, chez M. Calmette, libraire..... 5 fr.

ÉLIXIR ANTI-RHUMATISMAL
de SARRAZIN-MICHEL, d'Aix.
Guérison sûre et prompt des rhumatismes aigus et chroniques, goutte, lumbago, sciatique, migraines, etc., etc.
10 fr. le flacon, p^r 10 jours de traitement.
Un ou deux suffisent ordinairement.
Dépôt chez les principaux Pharm. de chaque ville.

PÂTE ET SIROP DE BERTHÉ
A LA CODÉINE
Préconisés par tous les Médecins contre la grippe, le catarrhe, la coqueluche et toutes les irritations de poitrine, accueillis avec empressement par tous les malades qui obtiennent de leur emploi un soulagement immédiat à leur souffrance, le Sirop et la Pâte de Berthé ont excité la cupidité des contrefacteurs.
Pour mettre un terme à des substitutions blâmables, nous rappelons qu'on évitera toute fraude en exigeant sur chaque produit à la codéine le nom de Berthé et la signature ci-contre

pharmacien lauréat des hôpitaux
Dépôt à la PHARMACIE DU LOUVRE, 151, rue Saint-Honoré, et dans toutes les pharmacies de France et de l'Étranger.

LE PHÉNIX

COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCES SUR LA VIE
SOCIÉTÉ ANONYME ÉTABLIE À PARIS, RUE DE PROVENCE, N° 40.

La Compagnie du PHÉNIX, ASSURANCES SUR LA VIE, fondée sous la forme anonyme, au capital de QUATRE MILLIONS de francs, est dirigée par le même conseil que la Compagnie du PHÉNIX, ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE.

OPÉRATIONS DE LA COMPAGNIE.

Dots des enfants. — Associations mutuelles pour tous les âges, ouvertes pour 7, 10, 13, 16 et 19 ans de durée.
Assurances pour la vie entière, avec participation d'un Capital payable à la mort de l'Assuré. — Assurances temporaires. — Contre-Assurances. — Assurances au profit du Survivant désigné.
Rentes Viagères immédiates, — différées, — sur deux têtes, avec ou sans réduction, aux taux les plus avantageux.
S'adresser à M. Gobert, agent-général, à Cahors, maison du Palais-National, Boulevard sud-est.

Le propriétaire-gérant, A. LAYTOU.

YEUX ET PAUPIÈRES
POMMADE ANTI-OPHTHALMIQUE de la veuve FARNIER de St-André de Bordeaux. — Un siècle de succès constants. — Convient aux enfants comme aux adultes dans les ophthalmies purulentes et d'Égypte. Autorisée par décret impérial. Dépôt à Cahors, chez Vinel; à Catus, Cambornac; à Puy-l'Évêque, Delbreil; à Gramat, Lafon, Bessières; à Gourdon, Cabanès, pharmaciens.